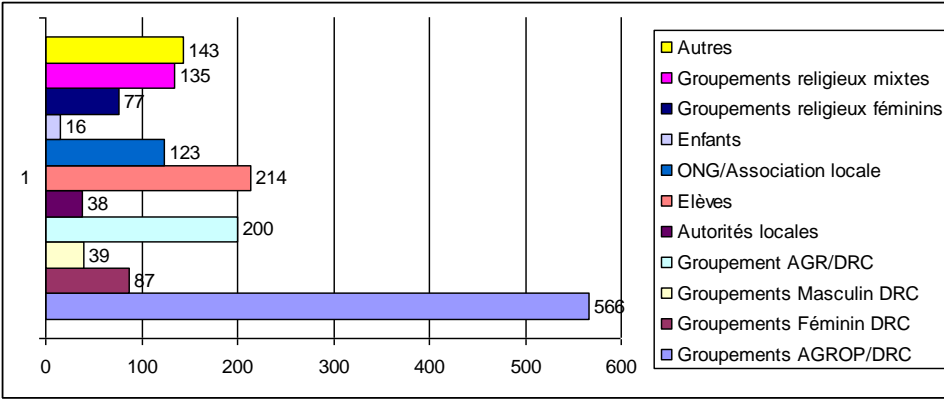


FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
Rapport de mise à jour trimestriel (avril au juin 2011)

Période couverte (Trimestre)	Avril – juin 2011		
Numéro du projet et le titre du projet	PBF/CAF/A-8 : Projet d'appui à la promotion des droits de l'homme et à l'accès au droit.		
Agence bénéficiaire:	UNHCR		
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)	Ministère de la Justice et Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale et de la Famille, DRC, Danish Refugee Council, et AFJC, l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique		
Date d'approbation par le Comité de Pilotage:	10 Août 2010		
Budget total alloué	USD 554 653,00		
Fonds engagés du budget total alloué ¹	USD 554 653,00	% de fonds engagés / budget total alloué:	100%
Fonds dépensés ² du budget total alloué:	USD 310'808.68	% de fonds dépensés / budget total alloué:	56,04%
Date de clôture prévue:	31 août 2011	Retard éventuel (mois):	2 mois
Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Indicateurs pour mesurer les effets - L'accès au système de	Domaine de priorité d'investissement : Axe 2 : Bonne gouvernance et Etat de droit Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) : - Les droits des femmes et les mécanismes d'accès à la justice sont connus des populations locales et des femmes en particulier. - Les exactions et toutes formes de violences vis-à-vis des femmes rurales sont réduites.		

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.

<p>protection juridique du citoyen est amélioré et renforcé.</p> <p>- Un environnement favorable à la paix, à la démocratie, au respect des droits humains et à la réconciliation nationale est créé.</p>																										
<p>Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs:</p> <p>Au total 1638 personnes ont été sensibilisées, soit 914 femmes et 724 hommes.</p>	<p>Résultat attendu 1 : <i>Les droits des femmes et les mécanismes d'accès à la justice sont connus des populations locales et des femmes en particulier.</i></p> <p>Réalisations accomplies : <i>80 Formations de 80 groupements soit 3000 personnes formées sur les Droits de l'Homme, notamment les Droits de la femme (Kabo et Bocaranga)</i></p> <p>Campagne de sensibilisation préalable à l'ouverture de la Clinique Juridique de Bocaranga :</p> <p>Période : Du 3 avril au 4 mai 2011. Les campagnes de sensibilisation ont porté sur les Droits de l'Homme, de la femme et de l'enfant.</p> <p>Tableau des participants à la campagne</p>  <table border="1" data-bbox="474 737 1411 1133"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Nombre de participants</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Autres</td> <td>143</td> </tr> <tr> <td>Groupements religieux mixtes</td> <td>135</td> </tr> <tr> <td>Groupements religieux féminins</td> <td>77</td> </tr> <tr> <td>Enfants</td> <td>16</td> </tr> <tr> <td>ONG/Association locale</td> <td>123</td> </tr> <tr> <td>Elèves</td> <td>214</td> </tr> <tr> <td>Autorités locales</td> <td>38</td> </tr> <tr> <td>Groupement AGR/DRC</td> <td>39</td> </tr> <tr> <td>Groupements Masculin DRC</td> <td>87</td> </tr> <tr> <td>Groupements Féminin DRC</td> <td>566</td> </tr> <tr> <td>Groupements AGROP/DRC</td> <td>123</td> </tr> </tbody> </table> <p>Activité conjointe supplémentaire : Journée de l'Enfant Africain</p> <p>Une célébration de la Journée de l'Enfant Africain a été organisée simultanément dans les localités de Paoua et Bocaranga où se trouvent les Cliniques Juridiques à l'exception de Ndele, non sécurisé.</p>	Catégorie	Nombre de participants	Autres	143	Groupements religieux mixtes	135	Groupements religieux féminins	77	Enfants	16	ONG/Association locale	123	Elèves	214	Autorités locales	38	Groupement AGR/DRC	39	Groupements Masculin DRC	87	Groupements Féminin DRC	566	Groupements AGROP/DRC	123	<p>Contrainte(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insécurité - Indisponibilité de la formatrice de l'AFJC - Non finalisation du contrat entre l'AFJC et la Radio Centrafrique <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des sessions participatives pour une meilleure absorption des concepts transmis. - Mise en place d'une femme juriste à Paoua - Finalisation du contrat entre l'AFJC et Radio Centrafrique et tenue d'émissions
Catégorie	Nombre de participants																									
Autres	143																									
Groupements religieux mixtes	135																									
Groupements religieux féminins	77																									
Enfants	16																									
ONG/Association locale	123																									
Elèves	214																									
Autorités locales	38																									
Groupement AGR/DRC	39																									
Groupements Masculin DRC	87																									
Groupements Féminin DRC	566																									
Groupements AGROP/DRC	123																									

	<p><u>Paoua et Bocaranga</u></p> <p>La journée du 16 juin a permis de conscientiser les parents de prendre la responsabilité envers leurs enfants afin d'éviter toutes maltraitances ou des sévices et de lutter contre l'abandon des enfants qui finissent trop souvent dans les rues.</p> <p>Participants aux activités de cette journée : Radio « Voix de la Pénéde », le mouvement religieux AITA KWE, le Chef du Secteur Social, le Président du Tribunal de Grande Instance de Paoua et le Procureur, les représentants de la Police et de la Gendarmerie, des leaders des associations des jeunes, les groupe de danse et de théâtral etc...</p>	
<p>Durant ce trimestre, environ 19500 personnes dont environ 9750 femmes ont été sensibilisées à travers les émissions à la Radio.</p>	<p><i>Organisation mensuelle des émissions à la Radio Nationale et la radio communautaire à Paoua pour promouvoir les droits de la femme et son rôle dans la société centrafricaine pour sensibiliser 60 000 personnes soit 5000 femmes</i></p> <p><u>PAOUA :</u> Cinq (5) émissions animées par une femme juriste à la Radio Communautaire de Paoua « la Voix de Pénéde » qui couvre plus de huit (8) communes, soit environ 19 500 personnes (dont 9 500 femmes) sur le mariage précoce, les droits de l'homme, la sorcellerie, l'infidélité des femmes et l'abandon de foyer conjugal.</p> <p><i>Organisation bi-hebdomadairement au sein de la clinique de séances de sensibilisation/discussion avec des groupes de 25 femmes sur des thématiques sensibles telles que l'excision, les violences domestiques, les mariages et grossesses précoces, etc.</i></p> <p>Lors de ce trimestre 2784 personnes dont 1987 femmes et 1325 hommes ont été sensibilisées à Ndele, Paoua et Bocaranga sur la scolarisation des filles, le Droit de l'enfant, le Droit de l'Homme, la nécessité d'établir l'acte de naissance, les violences domestiques, les conséquences néfastes de l'excision et le refus de contribuer aux charges de ménages.</p> <p><u>NDELE :</u> Au total 694 personnes, dont 236 hommes et 458 femmes ont été sensibilisées, d'Avril à Juin, au cours de vingt (20) sessions de discussion/formation, sur les cas de violences liées aux accusations de sorcellerie, Cohésion sociale et Gestion de conflits, les DUDH, CEDEF et CDE, participation des femmes dans les affaires publiques de leur pays, etc... .</p> <p><u>BOCARANGA :</u> 266 personnes, dont 103 hommes et 163 femmes ont été sensibilisées courant le mois de juin sur les Droits de l'Enfant et de la femme.</p> <p><i>Formation des parajuristes et points focaux issus de la communauté sur les droits humains et le fonctionnement de la clinique juridique</i></p> <p><u>PAOUA :</u> Les parajuristes ainsi que les points focaux de Paoua ont été formés lors du projet précédent, financé également par le</p>	

<p>3 participants (12 hommes et 11 femmes) parajuristes et points focaux ont été formés à Ndele sur la cohésion sociale.</p> <p>Quatre (4) parajuristes ont été sélectionnés et seize (16) points focaux ont été identifiés à Bocaranga.</p>	<p>PBF.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div> <p style="text-align: center;">Session de travail avec les parajuristes et points focaux à la Clinique Juridique de Ndele</p> <p>Les capacités de quatre (4) parajuristes de Ndele ont été renforcées sur les procédures de gestion de la Clinique par l'établissement des fiches de suivi hebdomadaires et mensuelles relatives aux activités de la Clinique Juridique, sur le suivi des sessions de travail/discussion organisées à la Clinique juridique ou effectuées dans les quartiers.</p> <p><u>BOCARANGA :</u> Quatre (4) futurs parajuristes, dont deux (2) femmes et deux (2) hommes ont été sélectionnés et formés et seize (16) autres candidats ont été élus comme points focaux.</p>
<p>Une clinique juridique est construite à Bocaranga.</p>	<p><u>Résultat attendu 2 :</u> <i>Les exactions et toutes formes de violences vis-à-vis des femmes rurales sont réduites</i></p> <p><u>Réalisations accomplies :</u></p> <p><i>2.1. Construction de nouvelles cliniques et continuation d'anciennes activités.</i></p> <p>La Clinique Juridique de Bocaranga a été finalisée au début de mois de juin.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div> <p style="text-align: center;">Clinique Juridique de Bocaranga</p> <p><i>2.2. Réalisation de la médiation et conciliation (réalisation de 10 médiations/conciliations dont 8 réussies)</i></p>

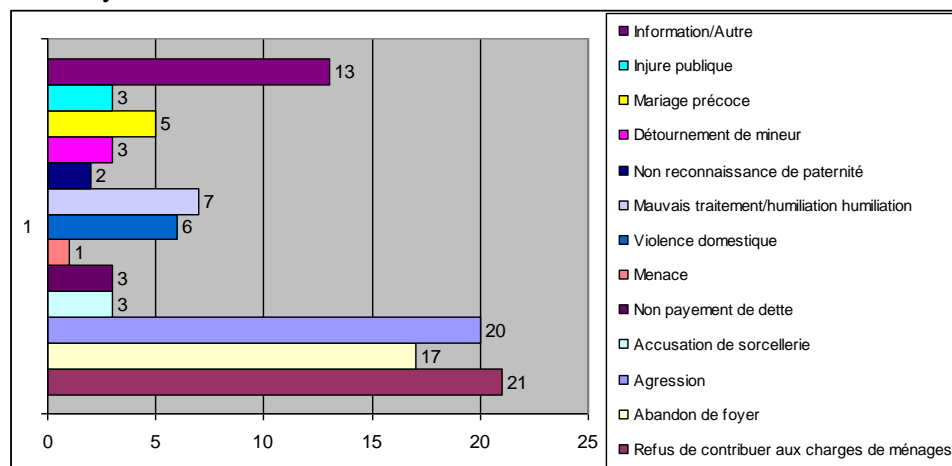
Lieu	Nb de consultations	Nb de médiations	Nb de médiations réussies	Nb de médiations en cours
Paoua	104	94	37	57
Ndele	53	38	11	27
Total	157	132	48	84

PAOUA :

D'Avril à Juin, la Clinique Juridique de Paoua a enregistré **104 consultations, dont 22** provenant des **hommes et 82** des **femmes. 94** consultations ont mis en exergue des problèmes pour lesquelles une **médiation** a été nécessaire. De ces **94 médiations, 37 ont réussies** tandis que **57 restent en cours** (soit 31 médiations par mois dont 12 réussies).

Tableau synthèse des consultations

Au total **neuf (9)** cas ont été orientés vers les tribunaux.



Les problèmes présentés à la Clinique Juridique de Paoua

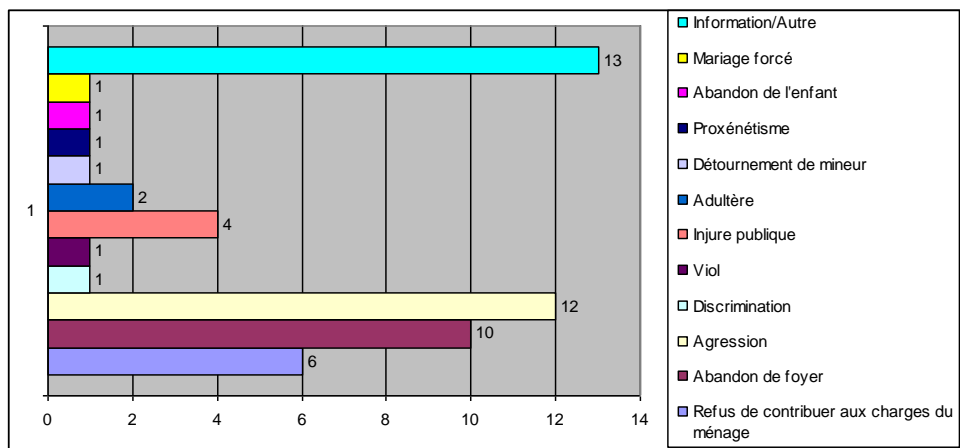
Médiation : 94		Orientation : 14					
Réussie	En cours	Gendarmerie	Police	TGI	Hôpital	Agences UN, ONG locales ou autre Préciser	Autre structure (Services sociaux, préfecture etc)
37	57	2	0	8	3	0	1

NDELE :

53 consultations, dont 20 rapportées par les hommes et 33 par les femmes.

38 médiations ont été entreprises.

Consultations



Les problèmes présentés à la Clinique Juridique de Ndele

Médiations

Médiation		Orientation					
Réussie	En cours	Gendarmerie	Police	TGI	Hôpital	Agences UN, ONG locales ou autre Préciser	Autre structure (Services sociaux, préfecture etc.)
11	27	0	0	1	3	2	0

Réalisation de cinq (5) actions de plaidoyer pour a) Quatre femmes accusées de sorcellerie, un jeune homme mort suite a des violences exercées à son égard, un homme âgé d’une soixantaine d’années battu pour cause de sorcellerie. Tous ces cas sont suivis soit par la Clinique Juridique.

Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels)

- Expliquez brièvement (4 to 5 constats au maximum) dans quelle mesure la performance du projet de ‘livrer les produits attendus’ contribue aux résultats du PMP ?

1. Dans le cadre d'appui à des audiences foraines, le projet soutient un système judiciaire spécialisé notamment les groupes vulnérables (mineurs, femmes, minorités ethniques ; Axe stratégique 2, résultat 2 : l'accès au système de protection juridique du citoyen est amélioré et renforcé, indicateur 3)
2. A travers les nombreuses médiations et références aux tribunaux, le projet crée un cadre de lutte contre l'impunité (Axe stratégique 2, résultat 2 : l'accès au système de protection juridique du citoyen est amélioré et renforcé, indicateur 3)
3. Les sensibilisations, médiations et références des Cliniques Juridiques sont toutes orientées à ce que les droits humains soient respectés (Axe stratégique 2, résultat 2 : un environnement favorable à la paix, à la démocratie, au respect des droits humains et à la réconciliation nationale est créé,

- Qu'est ce qui a été prévu d'atteindre en fin 2011, et qu'est ce qui a été réalisé mi-parcours?

Le projet a fait une bonne progression pour atteindre ses objectifs. Les grands chantiers pour l'atteinte les objectifs à 100% sont les suivants : sensibilisations de masse à Kabo, construction de la Clinique Juridique de Kabo, formation de parajuristes et points focaux de la Clinique Juridique de Kabo, tenue d'émissions de radio à Bangui.

En principe, le projet sera en mesure de mener à fin des activités jusqu'en novembre 2011. Bien-sûr, les activités concernant la représentation de femmes victimes de violences devant les tribunaux ainsi que le soutien pour les audiences foraines dépendent de la tenue d'audiences pertinentes de la part des tribunaux.

Le projet entend soumettre une demande d'extension ainsi qu'éventuellement une révision budgétaire au Secrétariat PBF pour terminer son programme de travail.

Donnez des bonnes et des mauvais exemples de vos pratiques des projets?

Nous relevons un bon début de synergie entre les activités de la Clinique Juridique, acteurs locaux et autorités locales dans la zone de Ndele. Deux chefs de groupes de Ndele ont orienté deux cas de violences domestiques, deux cas ont été référés par la mairie sur les conflits conjugaux, et deux cas en fin ont été orientés par la Gendarmerie à la Clinique Juridique. L'équipe protection témoigne au cours des rencontres avec la communauté et échanges (formelles et informelles) une diminution de la violence à l'égard de la femme et une prise de conscience des jeunes filles à reprendre leurs études. Beaucoup de leaders (religieux et communautaires) prennent des engagements lors des sensibilisations et des débats informels pour dénoncer les violences faites aux femmes dans leurs secteurs.

A part les bonnes synergies, la clinique de Ndélé continue de souffrir de l'absence d'une femme juriste à poste de façon permanente, absence motivée puisque l'AFJC ne trouve pas de personne qualifiée qui accepterait de s'installer à Ndélé.